



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## structures administratives

Question écrite n° 34770

### Texte de la question

Mme Isabelle Le Callennec attire l'attention de Mme la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique sur les commissions et instances consultatives ou délibératives françaises. Le Premier ministre a annoncé, dans le cadre du programme de modernisation de l'action publique, la suppression de 100 commissions administratives. Elle lui demande de bien vouloir préciser la mission, le budget alloué, et le nombre de personnels de l'Observatoire de l'énergie (conseil d'orientation).

### Texte de la réponse

L'observatoire de l'énergie, et par extension son conseil d'orientation, a été retiré par le décret 2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de Commissions administratives à caractère consultatif. L'observatoire de l'énergie ne disposait pas de budget ni de personnel. Ses missions avaient été transférées lors de la création du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à la sous-direction des statistiques de l'énergie du service de l'observation et des statistiques du Commissariat général au développement durable et à la direction générale de l'énergie et du climat. Au-delà du cas particulier faisant l'objet de la présente question, il convient de souligner que le Gouvernement s'attache à réformer les pratiques de consultation préalable à la prise de décision et mettre un terme à l'inflation du nombre de commissions consultatives. Ainsi la circulaire du 30 novembre 2012 du Premier ministre relative à la réduction du nombre des instances consultatives incite les ministères à renouveler les pratiques en privilégiant les modes de concertation ouverts ou informels et impose une règle de gage selon laquelle la création d'une Commission consultative doit s'accompagner de la suppression simultanée d'un autre de ces organismes.

### Données clés

**Auteur :** [Mme Isabelle Le Callennec](#)

**Circonscription :** Ille-et-Vilaine (5<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 34770

**Rubrique :** Ministères et secrétariats d'état

**Ministère interrogé :** Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

**Ministère attributaire :** Écologie, développement durable et énergie

### Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [30 juillet 2013](#), page 8095

**Réponse publiée au JO le :** [29 octobre 2013](#), page 11363